

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial : LE PONT MORANDI EN ITALIE, LES INCENDIES MEURTRIERS EN GRÈCE

L'émotion fut unanime en Italie, et bien au-delà, à l'occasion du terrible accident du Pont Morandi dans la ville de Gènes. Pourtant, une moitié des familles a refusé de participer à la cérémonie d'hommage aux victimes et on ne peut que les comprendre car des responsables à l'origine du deuil qui les accable se trouvaient parmi ceux qui présidaient la cérémonie. Mais la responsabilité de la tragédie dépasse de loin les frontières italiennes.

Le mauvais état des routes, des ponts, des chemins de fer, etc., n'est plus un fait rare dans la vie des citoyens européens ; c'est une réalité à laquelle ils sont confrontés tous les jours. En particulier dans les pays les plus adeptes des politiques d'austérité et des privatisations qui constituent le dogme, l'ADN, la nature même de la construction européenne. Dans le cas italien, tous les

gouvernements qui se sont succédé depuis les derniers 30 ans : de centre (Prodi), de « gauche » (D'Alema ; ancien communiste), de droite (Berlusconi) ont eu comme dénominateur commun la philosophie de la libre concurrence, de la sous-traitance au privé, des économies budgétaires (le diktat UE du 3 % comme limite indépassable pour les déficits).

Tout ceci sur fond de nouvel ordre capitaliste depuis que la circulation des capitaux ne connaît plus d'entraves et fait que la recherche du profit, qui jadis pouvait se trouver dans les investissements productifs et activités industrielles, a aujourd'hui comme seul tropisme les marchés de capitaux, la spéculation financière, la bourse.

La terrible tragédie de cet été à proximité d'Athènes n'a pas d'explications bien différentes. Sur fond de dérègle-

L'invité du DR :

Thierry Deronne, « *Que le peuple soit l'acteur principal du combat médiatique* »

Vladimir Caller

Samir et Domenico :
irréparables absences

Martin Willems

La guerre continue !

Bernard Lefevre

Réforme des barèmes : place au mérite !

Eddy Poncelet

Dans le tourbillon du Congo des années cinquantes

Guy Stroobants

Le droit de grève menacé

Nicolas Naif

La Résistance dans l'histoire du communisme belge

Nicolas Pierre

Secteur santé, lieu de résistance?

Marc Pierret

« En guerre » de Stéphane Brizé

ments climatiques, il y a l'incurie, la soumission encore aux diktats des politiques européennes. Afin de respecter les directives de la troïka (Fonds Monétaire International, Union Européenne, Banque Centrale Européenne), les gouvernements de Tsipras et de ceux qui l'ont précédé ont pratiqué des coupes radicales dans les budgets de la prévention des incendies ; le nombre de pompiers en activité a diminué radicalement ainsi que celui des avions de lutte contre les flammes. Selon la RTBF, ils en sont parfois réduits à acheter eux-mêmes le matériel de lutte contre le feu.

Le gouvernement actuel peut se réjouir d'avoir, depuis ce 20 août accès aux marchés financiers mondiaux comme récompense des sacrifices endurés par la population. Ce n'est sûrement pas le sentiment des proches des 96 victimes des incendies d'Athènes. VC ■

Thierry DERONNE : « Que ce soit le peuple l'acteur principal du combat médiatique »

Le nom de notre compatriote Thierry Deronne est étroitement lié aux luttes populaires de l'Amérique Latine. C'est ainsi que, « aspiré » d'abord par la révolution sandiniste au Nicaragua puis par celle du Venezuela, il a passé la moitié de sa vie dans ces scénarios de révolte et d'espoir. Résidant au Venezuela et passionné par la thématique et les enjeux de la communication, qui sont son métier d'origine, il a commencé par créer dans ce pays des ateliers populaires de création audio-visuelle pour, par après, fonder l'École Populaire et Latino-Américaine de Cinéma. Il a participé ensuite à la fondation de la télévision publique vénézuélienne VIVE TV, dont il fut le vice-président jusqu'en 2010. Il est également l'auteur de nombreux films ¹.

Convaincu qu'un aspect essentiel de l'agression que connaissent les peuples, comme celui de Venezuela aujourd'hui, vient des campagnes permanentes de désinformation et des manipulations menées par les grands médias, il estime impératif que les travailleurs, les jeunes, la population elle-même participent à la réponse. Abdiquer de ce rôle et ne le laisser qu'aux communicants officiels et attitrés ne peut que susciter un distancement entre la population et la direction politique du processus révolutionnaire. À ce propos, il cite volontiers l'analyse faite par certains intellectuels marxistes sur le rôle de la communi-

tion dans le coup d'état de Pinochet contre le Président Salvador Allende ² : « Si la possibilité d'une révolution socialiste a échoué au Chili, on le doit en partie aux atteroiements de la gauche officielle dans sa politique communicationnelle, à sa difficulté à valoriser son propre projet historique, sa crainte que les masses elles-mêmes imposent leur voix dans les



médias existants ou dans d'autres créés par elles. Il manquait la confiance suffisante pour laisser agir ces acteurs essentiels : les travailleurs. La gauche officielle est restée malheureusement sur la défensive. L'accusé s'est enfermé dans le cercle argumentaire de son adversaire de classe, recyclant les représentations collectives produites par son ennemi politique. L'initiative du discours est restée dans les mains de la droite, et les techniciens de la communication officielle n'ont pas été capables de s'effacer pour laisser surgir les embryons d'une nouvelle culture. La neutralité technique s'est révélée un mythe. Il n'y avait pas de « technique en soi », utilisable à souhait par la droite ou par la gauche. Il n'y avait qu'une technique bourgeoise de la communication et rien de plus »

Le Drapeau Rouge.- Avec quatre élections victorieuses en un an, le processus bolivarien semble entrer dans un nouveau cycle. Quels sont ses défis sur le terrain économique et de la communication ?

Thierry Deronne.- Le secteur privé contrôle plus de 80% de la production et de la distribution. Quand le gouvernement opère de fortes augmentations de salaire – jusqu'à 100% – pour protéger le pouvoir d'achat populaire, ce secteur réplique en augmentant les prix dans la même proportion. La contre-offensive du gouvernement Maduro porte donc sur le

contrôle des prix, sur la structure même de la spéculation – en gelant les prix ou en prenant le contrôle des marchés municipaux. La massification des Comités locaux d'approvisionnement est une autre stratégie que la guerre économique a imposée mais qui donne un second souffle à une organisation populaire atténuée depuis la mort d'Hugo Chavez. La bataille principale est la construction communale tant comme résistance économique que comme germe d'une autre société possible. Pour nous, cinéastes, gens de théâtre, formateurs, l'enjeu fondamental est de stimuler l'imaginaire communal face aux secteurs conservateurs de l'État. D'autant plus que la politique communicationnelle officielle est robotisée par la nécessité de répondre aux mensonges quotidiens de 99 % des grands médias et n'a donc pas le temps de créer cet imaginaire transformateur.

¹ Citons à ce propos, *Le passage des Andes* (2005), *Carlos, l'aube n'est plus une tentation* (2012), *Jusqu'à nous enterrer dans la mer* (2017), *Histoire du Venezuela* (2018)

² Mattelart, Garretton et Valdez, *Culture et communication de masses*, 1975

Le DR.- La gauche en général et plus particulièrement les mouvements sociaux et les progressistes semblent avoir du mal à conquérir le terrain de la communication. À quoi cela est-il dû selon vous ?

T. D.- La gauche ne comprend pas que le secret de l'« action des idées dans l'histoire » ne se trouve pas dans les discours mais dans les supports, les appareils, les relais techniques. Or, un processus de transmission doit servir, comme le disait Walter Benjamin, à nous organiser. D'abord, en donnant tous ses moyens à une politique culturelle visant à faire de la société une grande école artistique et critique, pour acquérir tous les outils de la création visuelle et sonore notamment, dès le plus jeune âge, dans toutes les écoles, à tous les niveaux... Ensuite en promulguant une loi de démocratisation radicale de la propriété des médias, en créant un réseau serré de médias populaires, en remettant la majorité des fréquences, chaînes et ressources aux organisations citoyennes, en refondant un service public de radio et télévision basé sur la participation. Il faut éliminer l'absurde modèle commercial et l'enseignement du schéma émetteur/récepteur qui vend une « actu »-marchandise à des consommateurs. On pourra alors construire un imaginaire non plus axé sur le plaisir de la consommation individuelle mais sur celui de la transformation collective, et réaliser la prophétie sartrienne d'une information non plus comme « droit du journaliste » mais comme « droit du lecteur ou du télé-spectateur », c'est-à-dire de celui ou celle qui travaille au bureau, dans les chantiers et n'a pas les moyens de voir l'image complète du monde.

Substituons l'image des produits par l'image des processus les reconnectant avec leur origine. Ré-humanisons les temps de fabrication d'un programme et la possibilité de connaître et de réfléchir sur le monde : enquête, réalisation, diffusion, suivi, montage dans et entre les programmes. Bref, créons « une télévision qui permette au peuple de discuter avec le peuple » (Sartre). Il y a quelque chose de tout aussi fondamental, sans lequel tout ce qui précède ne suffirait plus, on sait que le capitalisme a re-territorialisé

notre espace-temps en un métabolisme social du « tout-à-l'égo ». La vague numérique états-unienne a mis « hors-sol » une grande partie de la société, les écrans portables entraînent chacun dans une bulle narcissique, avec ré-enracinement compensatoire de la psyché collective dans le colonialisme. La gouvernance médiatique du champ politique fait que la causalité d'ensemble a disparu derrière le sautillerment « facebookien », émotionnel, des effets. Le socialisme n'existera que s'il inverse cette tendance lourde et invente un appareillage technique et culturel indépendant de l'industrie globalisée.

Un gouvernement de gauche devra donc immédiatement investir dans une recherche scientifique et industrielle basée sur les idées des mouvements sociaux, en vue de générer une technique nouvelle qui produise des effets sociaux organisateurs et non isolants. Cette nouvelle civilisation « technique », cette restructuration « médio logique » de la vie, reste le grand « impensé » de la gauche. Celle-ci base encore sa « com » sur des apparitions en studio et sur des plateaux, et semble prisonnière du mythe de la déontologie journalistique. Comme si on pouvait oublier que « ce n'est que d'une technique que l'on peut déduire une idéologie » (Louis Althusser).

Le DR.- Contrairement à la révolution soviétique ou la révolution cubaine, certains pensent que la révolution bolivarienne n'a pas su créer sa véritable esthétique.

T. D.- Si on parle d'imaginaire cinématographique, les processus révolutionnaires cités ont commencé par brasser les possibles puis ont normalisé leur discours, parfois brutalement dans le cas de l'URSS, ou par la retombée dans le *Hollywood pathétique* que critiquait Humberto

Solas à Cuba. Ce qui est très intéressant chez les soviétiques des années 20, c'est qu'ils pensent les nouvelles images non seulement depuis le contenu mais



*Terra TV : les paysan.ne.s du Venezuela définissent les contenus et se forment pour les réaliser
<https://wp.me/p2ahpz-4hl>*

depuis le mode de production : cinéma, ciné-bateau, vaste réseau de correspondants ouvriers ou paysans... ou parlent « artisanat » contre « industrie », ou « déprofessionnalisation ». Au Venezuela, cette question reste à poser parce que les relations de production restent fondamentalement modélisées par l'entreprise capitaliste. Si on les dépasse par le modèle communal, alors on pourra parler d'une esthétique propre à la révolution bolivarienne, et non de la simple injection de politique dans les formats existants, voire hollywoodiens (*Villa del Cine*, etc.). Il n'y a pratiquement aucune fiction produite durant toutes ces années de révolution. Mais tout ne fait que commencer. La révolution bolivarienne, malgré la chute des cours du pétrole et la guerre économique, a maintenu l'ensemble des politiques sociales et culturelles – récupération d'espaces pour la création, missions de formation artistique, festivals et spectacles gratuits pour la population, et c'est un trait d'intelligence : l'art n'est pas sacrifié, il indique la sortie du tunnel. Après 19 ans, on sent une poussée d'en bas de nouvelles voix, de nouveaux créateurs dans tous les domaines, le peuple reste l'acteur principal de cette révolution et c'est pourquoi nous sommes toujours debout.

Le DR.- Un des aspects de la révolution bolivarienne est la légalisation des télévisions communautaires. Quels sont ses acquis ? Où en sommes-nous aujourd'hui ?

T. D.- Notre équipe de chercheurs a mené de 2015 à 2016 une enquête approfondie sur les 35 télévisions populaires existantes, certaines actives, d'autres moins, d'autres éteintes. Parmi les conclusions apparaît d'abord la persistante difficulté de créer une nouvelle forme de média dans un champ homogénéisé par la globalisation marchande et par ses monopoles médiatiques. Nombreux sont ceux qui reproduisent les pratiques dominantes, oublient la formation intégrale et renoncent à créer leur propre agenda. Les collectifs expriment aussi des autocritiques : privatisation du média par un petit groupe ou par une famille, manque de coordination nationale, excès de jalousie territoriale, manque de volonté dans la formation d'équipes de production populaires, mauvais usage, parfois destructeur, du matériel donné par l'État. Mais toutes ces années ont aussi permis de valoriser la télévision populaire comme la « maison qui est la nôtre », comme l'espace d'amitié et de collaboration libéré des normes commerciales, comme les retrouvailles de mondes séparés par le capitalisme (vie et temps, ville et campagne, homme et femme, enfant et adulte...), comme porte-parole des mouvements sociaux, comme école d'organisation citoyenne, capable de pallier les faiblesses de l'État.

Pour surmonter la faible production de programmes, les militants proposent de partir des dynamiques déjà existantes : talents musicaux individuels ou collectifs en quête d'indépendance, ligues sportives, etc. Par exemple, William

Sivira, de Lara TVe, nous explique : « *Nous projetons de prendre le contrôle des terres sur le territoire de la commune pour les semer avec l'appui de jeunes qu'on traite à tort de délinquants* ». Autres projets : une école nationale des médias associatifs, un fonds de soutien – récemment approuvé par une Loi sur la Communication Populaire – pour financer les formations et un réseau d'appui mutuel pour mettre à niveau les connaissances techniques. Beaucoup de

Que ce soit le peuple qui discute avec le peuple

ceux qui se forment grâce aux outils de la télévision populaire partent ensuite travailler dans les médias privés. Face à ce problème, on propose une présélection des candidats sur la base de leur engagement social et de ne créer un média nouveau qu'au terme d'un travail de réflexion avec les habitants, pour éviter qu'il soit perçu comme une intervention externe et pour garantir son appropriation populaire immédiate.

La plupart des collectifs souhaitent que l'État les dote d'un véhicule pour accéder à tout leur secteur, lui demandent de salarier une trentaine de permanents pour éviter la commercialisation dans laquelle sont tombées les radios communautaires. En général, on attend de l'État plus d'appui, plus de suivi technique, plus d'investissements, car le matériel reste cher et complexe.

Sont aussi évoqués la création d'une industrie nationale pour sortir de la dépendance technologique, une majeure interaction via les nouvelles technolo-

gies, tout cela adossé à une politique de démocratisation réelle de la propriété des ondes, comme dans l'Argentine d'avant Macri, ou dans la Bolivie d'Evo Morales et dans l'Équateur de Rafael Correa, où les ondes allaient être partagées en trois tiers : privé, public, associatif.

Le DR.- Vous êtes en train de fonder Terra TV, pouvez-vous nous raconter en quoi consiste ce projet?

T. D.- Terra TV, c'est le monde vu par les paysans, cette télévision sera faite par eux, et sera basée sur ces vingt ans de laboratoire de formes nouvelles. Elle aura une triple fonction : diffuser l'image, et faire le suivi de la vie quotidienne et du travail en profondeur des organisations paysannes, traduire ces chroniques en portugais, espagnol, anglais ou français ; Mettre en ligne des modules de formation en réalisation audio-visuelle, en agro-écologie, en histoire, en économie, en philosophie, en pratiques socioculturelles, avec un suivi pédagogique pour les collectifs participants. Organiser, articuler et nouer des solidarités internationales grâce au suivi des processus et à l'agenda des luttes. Toute organisation qui lutte pour la terre sous n'importe quelle latitude pourra afficher ses activités. Ce nouveau média, libéré de « l'événementiel » et des filtres du journalisme traditionnel, commencera par diffuser les programmes réalisés par les partenaires latino-américains pour intégrer peu à peu les organisations paysannes d'Afrique, d'Asie et d'Europe. ■

Propos recueillis par Ronnie Ramirez, cinéaste et membre de ZIN TV

Du nouveau sur le site web du DR !

Nous invitons nos lecteurs et amis à visiter notre site entièrement renouvelé

**où vous trouverez la totalité des archives du journal,
une section commentant des faits d'actualité.**

**Par ailleurs, chacun des articles dispose d'un lien
qui vous permet de les commenter directement !**

Visitez-nous, faites-nous part de vos avis et, si cela vous dit, faites-nous connaître !

Journal du Parti Communiste

www.ledrapeaurouge.be

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Samir et Domenico : irréparables absences

Vladimir Caller

Deux éminentes figures de la pensée marxiste, Samir Amin et Domenico Losurdo, nous ont quittés récemment. Ils avaient en commun: la profondeur de leur culture, l'infatigable engagement militant et une touchante modestie.

Commentant le décès du premier, le quotidien *Le Monde* qu'on ne peut pas soupçonner de sympathie marxistes disait « *il a été probablement le seul économiste du tiers-monde connu et étudié dans les universités du monde entier* »¹.

Egyptien de naissance, Samir Amin issu de la bourgeoisie copte fut sensible dès son adolescence à la condition sociale des classes populaires et aux inégalités qu'elle traduisait. Après une formation d'économiste, il projette ces constats sur la scène mondiale et c'est ainsi qu'il dénonce dans ses premiers travaux les mécanismes dits de l'accumulation des bénéfices des pays riches lors de leurs échanges avec le tiers monde dans le système économique mondial. Ces mécanismes, soutient Amin ne sont pas conjoncturels, ils font partie de la structure de ces rapports et aucun processus de libération ne sera possible s'ils ne sont pas radicalement démontés. La genèse de ce déséquilibre se trouvant dans le grand écart en termes de niveau de productivité ; les pays pauvres, dépourvus de capacités technologiques et réduits à fournir des matières premières pour acheter des produits finis comportant des valeurs ajoutées des pays riches. C'est ainsi que s'est fabriqué le « *développement inégal* » ; concept qui résume l'essentiel de l'hypothèse économique et politique de Samir Amin dans l'analyse du sous-développement.

D'où son rejet des formulations de l'idéologie bourgeoise présentant le tiers monde comme un phénomène qui s'expliquerait de lui-même, par ses carences en matière de formation, par l'arriération

de sa culture politique et de gestion. Non, pour Samir Amin l'existence du tiers-monde est consubstantiel à l'existence du capitalisme; ce dernier est même dépendant de lui dans le but d'assurer sa domination sur le plan mondial et ce d'autant plus avec l'affaiblissement, voire le dépérissement des états-nations consécutif à la financiarisation que connaît la mondialisation dans nos jours.

Domenico Losurdo lui était philosophe et historien, particulièrement attiré par la culture germanique, ce grand vivier de la philosophie contemporaine. C'est donc très naturellement qu'il s'est plongé dans l'étude parmi tant d'autres de Nietzsche, Heidegger, Kant, Hegel et surtout de ces deux derniers à propos desquels il deviendra une autorité unanimement reconnue. Il étudie les rapports entre leur pensée et l'approche marxiste et arrive à la conclusion que Marx ne s'est pas limité à retirer de ces philosophes, trop facilement rangés dans la catégorie de l'idéalisme classique, des éléments importants de sa construction intellectuelle mais a montré qu'au-delà de représenter la modernité de leur temps, leur pensée a des contenus éminemment progressistes. L'idéalisme de Kant, « transcendantal » dans sa formulation d'origine n'était pas celui soumis à une religiosité bêtement mystique, étant lui-même plutôt agnostique. Et lorsqu'il s'attaquait à la morale, il cherchait à la sortir de son carcan religieux et ses notions de sanctions. Pour Kant, on arrive à la moralité lorsqu'on se libère des pulsions égoïstes pour agir en raison. Pas très étonnant alors que Kant, autant que Hegel, prirent parti en faveur de la révolution française faisant face à la censure de la monarchie germanique.

Domenico Losurdo fut le prototype du philosophe engagé dont l'érudition animait le militantisme politique. Outre ses études sur la philosophie hégélienne (il fut longtemps président de la "Société hégélienne internationale d'études de la dialectique") et sa contribution à la phi-

losophie marxiste, il entreprit une infatigable bataille contre les mystifications idéologiques et politiques d'une intellectualité largement médiatisée. Ainsi il démonte l'image bien convenue que les suppôts du système ont construite de personnalités comme Nietzsche, Heidegger, Hannah Arendt, Jürgen Habermas. Le premier présenté comme une sorte de libertarien antisystème alors qu'il n'était qu'un de ses piliers dans le débat idéologique de son temps. Pourfendeur de la Commune de Paris, foncièrement élitiste, traitant Rousseau d'intellectuel de la plèbe, il a regretté que l'Allemagne ait un mouvement ouvrier puissant. Heidegger considéré par les gérants de la pensée dominante comme un des sommets de l'intelligence mondiale et dont l'adhésion au nazisme n'aurait été qu'une erreur, presque une distraction et dont Losurdo démontre comment lui et Nietzsche n'étaient que les éclaireurs reflétant, en parfaite conscience, le processus politique qui conduisait au fascisme teuton. Arendt, disciple et surtout avocate d'Heidegger, ne se limite pas à disculper la dérive philo-nazie de son maître mais pour mieux la prolonger fabrique, comme le montre Losurdo, de manière malhonnête la thèse d'une supposée analogie entre le fascisme et le communisme ; tous les deux ayant, selon elle, une vocation totalitaire. Occasion pour notre ami de dénoncer l'usage du concept de droits de l'homme pour mieux justifier les guerres néocoloniales et de regretter qu'une partie de la gauche tombe dans ce piège adoptant les points de vue de l'adversaire dans un exercice qu'il appelait « d'auto flagellation ».

Leur extrême modestie explique leur amitié et leur soutien à notre si modeste journal. Domenico nous recevait l'année passée dans sa maison d'Urbino en Italie pour discuter d'un projet associé à notre publication. Samir nous fit l'honneur, à plusieurs reprises, de publier ses analyses dans nos pages. Dire qu'ils vont nous manquer, c'est très court. ■

¹ *Le Monde* 17.08.2018

Prévisions chez Carrefour, « droit » à la déconnexion et « jobs deal » : la guerre continue

Martin Willems, Secrétaire permanent CNE

Les prévisions, une aberration ? Un plan social privilégiant les départs (consentis) de travailleurs plus âgés en prévision plutôt que des licenciements « secs » avait été conclu fin juin par les interlocuteurs sociaux chez Carrefour. À cette occasion, des mandataires politiques ont relancé la polémique sur le bien-fondé du système de prévision (que l'on doit actuellement plutôt appeler « régime de chômage avec complément d'ancienneté »). Ainsi, le ministre de l'emploi du gouvernement flamand, a-t-il rendu un avis négatif sur l'abaissement à 56 ans de l'âge de la prévision. Le ministre fédéral n'en a pas tenu compte et a donné son accord. L'idée du ministre N-VA était sans doute de donner un signal fort pour rappeler l'opposition de son parti à ce système.

Quels sont les inconvénients de la prévision, selon le ministre flamand N-VA ?

Ce ministre estime que vu l'amélioration du marché de l'emploi, et vu que certains métiers sont en pénurie, la plupart des travailleurs âgés de Carrefour pourraient facilement retrouver du travail. Et donc que les laisser aller en prévision les inciterait à considérer leur carrière comme terminée et à ne pas chercher un autre emploi ; ce serait selon lui un mauvais signal alors que l'objectif du gouvernement est de nous faire travailler plus longtemps.

Pourquoi cet argumentaire est-il fallacieux ?

1. Comme le nom officiel l'indique, le système de chômage avec complément d'entreprise consiste en fait en un com-



plément mensuel payé par l'entreprise, qui vient s'ajouter à l'allocation de chômage. Le prévisionné est d'abord un chômeur. Il doit donc, comme tous les chômeurs, retravailler ou rester disponible sur le marché de l'emploi (il ne peut par exemple pas résider à l'étranger, sinon il perd chômage et complément de prévision). Depuis 2005, le prévisionné, s'il retrouve un autre emploi (et donc qu'il n'est plus chômeur), conserve l'indemnité mensuelle complémentaire qu'il reçoit de son ex-employeur. Le complément de l'ex-employeur se cumule alors avec le salaire du nouvel emploi. Ce complément de l'ex-employeur permet donc et incite les « prévisionnés » à accepter un travail, même moins bien payé qu'auparavant. Le contrôle de la disponibilité des chômeurs et prévisionnés est maintenant une matière régionale. Chaque région applique cela à sa façon ; il est évident que vu les discriminations à l'âge, il est particulièrement difficile pour des travailleurs âgés de retrouver de l'emploi ; les services de contrôle le savent bien et ne mettent – heureusement – pas trop de zèle à harceler les chômeurs âgés pour les forcer à faire des démarches en pure perte.

Mais si c'est la remise à l'emploi des prévisionnés qui tracasse le ministre flamand, il n'a qu'à le faire dans sa région. Il ne tient qu'à lui de déployer plus d'efforts pour trouver aux prévisionnés de sa région un nouveau travail convenable. Et le complément qui continuera à être payé par l'ex-employeur ne sera qu'un incitant supplémentaire à faire accepter ce nouveau travail, même moins bien payé. Contrairement à ce qu'il prétend, la prévision, avec le complément qui l'accompagne, est donc une aide pour retrouver un nouveau travail plutôt qu'un obstacle.

On dirait finalement que c'est plus ce complément payé par l'ex-employeur qui dérange le ministre (aurait-il surtout de l'empathie pour la trésorerie des entreprises qui licencient) que la remise au travail des prévisionnés.

2. Un plan de prévision se focalise, par définition, sur les travailleurs les plus âgés (ici ceux âgés de plus de 56 ans). S'il y a une critique légitime à faire au système de prévision, c'est qu'il permet aux entreprises de plus facilement se débarrasser de leurs travailleurs âgés, et donc de renforcer les préjugés à l'âge. Si le système de prévision oblige les entreprises à payer un complément mensuel aux travailleurs âgés qu'elles licencient, c'est justement pour les dissuader de licencier ces travailleurs-là. Mais à propos des discriminations dont sont victimes les travailleurs plus âgés, on n'entend pas le ministre flamand ; le mandataire politique pourrait pourtant imaginer de nouvelles mesures pour dissuader ces discriminations à l'âge. Et puisqu'il invoque les pénuries, prévoit-il d'obliger les entreprises qui se plaignent de ces « pénuries » à engager des travailleurs âgés ?

Il faut donc en conclure que le ministre flamand veut surtout supprimer l'obligation faite aux entreprises, lorsqu'elles décident de licencier des travailleurs âgés, de leur donner une indemnité mensuelle complémentaire au chômage ou à

un futur salaire, jusqu'à leur pension. Ou alors est-ce le plaisir provocateur de contredire une négociation sociale et de démontrer tout son mépris pour la concertation sociale ?

Droit à la déconnexion : l'arnaque

Le capitalisme ronge les pans de vie qui en étaient jusqu'ici préservés. L'exploitation rampe jusque dans les foyers avec le télétravail, et colonise les heures de vie privée grâce aux nouvelles technologies de connexion. D'où l'angélique sortie de notre ministre de l'Emploi : créer un droit à la déconnexion pour les travailleurs. Ainsi, moyennant négociation avec leur employeur, on devrait définir les heures où la déconnexion deviendrait un droit. Vu comme cela, ça a l'air progressiste. Sauf que la loi sur la durée du travail (16 mars 1971) prévoit déjà en son article 38bis que : « *Il est interdit de faire ou de laisser travailler en dehors du temps de travail fixé dans le règlement de travail* »

Ainsi, la loi prévoit déjà non seulement le droit de ne pas travailler en dehors des heures de travail, mais interdit même à l'employeur de laisser travailler en dehors des heures de travail. Cela signifie que les employeurs auraient dû, en application de la loi déjà existante, interdire aux travailleurs l'accès à leurs mails professionnels en dehors des heures normales. Kris Peeters ne doit donc pas inventer une nouvelle loi, il suffirait de donner instruction à son inspection sociale d'ordonner aux employeurs de couper les accès aux réseaux et e-mails professionnels en dehors des heures. Que propose Peeters ? Que le droit à la déconnexion soit « négocié » avec l'employeur. Donc il faudrait donner quelque chose en échange à l'employeur... pour qu'il respecte la loi ?

Ce « droit à la déconnexion » crée par corollaire une « obligation à rester connecté ». En effet, aujourd'hui rien n'oblige un travailleur à rester connecté en dehors de ses heures de travail. Si demain on décide dans une entreprise que, par exemple, à partir de 20h les travailleurs ne doivent plus être connectés, cela implique, en corollaire, que jusqu'à 20h... ils devraient rester connectés. Et donc un recul social. Cette invitation à négocier en entreprise ouvre la porte à une course au moins-disant. Si dans l'entreprise A le droit à déconnexion commence à 20h, ce sera peut-être 23h ou

minuit dans l'entreprise B. Parler d'un « droit » à la déconnexion, et non d'une « obligation » signifie que le travailleur aura toujours la liberté de ne pas exercer ce « droit ». Si, aujourd'hui, quand rien légalement ne l'y oblige, beaucoup de travailleurs restent connectés à leur travail en dehors des heures, qu'est-ce qui permet de croire que demain, lorsqu'on aura précisé les limites de leur « droit » à la déconnexion, ils l'exerceront plus qu'aujourd'hui ? Rien. On voit ici la force de la contrainte morale imposée par les entreprises : crainte d'être mal évalué, de rater une promotion ou une augmentation, d'être le prochain licencié...

Le pire est sans doute qu'avec cet effet d'annonce sur la négociation du droit à la déconnexion, le ministre fait planer le message qu'à défaut de concertation et d'accord, le droit à la déconnexion n'existerait pas... et donc qu'il est légitime pour un employeur de demander à ses travailleurs de rester joignables et de répondre aux sollicitations en dehors de leurs heures. Voilà comment on cautionne officiellement une pratique aujourd'hui illégale. Voilà comment on renforce l'épuisement professionnel et on crée les burn-outs de demain.

Timmermans 1^{er} entend poursuivre son hold-up des travailleurs jusqu'à la dernière minute

Certains trouvaient que le gouvernement perdait un peu le rythme. En effet, ce gouvernement est inespéré pour le patronat puisqu'il exauce tous ses vœux. Ceux-là ne veulent pas qu'il s'arrête en si bon chemin, alors qu'il reste presque un an encore de législature. Michel va encore avoir un bon point. L'homme de paille a annoncé, à l'occasion du denier conclave budgétaire, un « jobs deal », reprenant les rêves les plus fous de la FEB.

Supprimer les mécanismes négociés d'augmentation des salaires à l'ancienneté, pour les remplacer par un système d'augmentation au « mérite » (entendez « selon le bon vouloir de l'employeur », et donc aucune augmentation s'il le décide ainsi). Augmenter la dégressivité des allocations de chômage, pour inciter les chômeurs à prendre n'importe quel boulot disponible, même mal payé.

Ceci ajouté au saut d'index, au recul de l'âge de la pension, à la diminution dras-

tique des cotisations patronales à la sécurité sociale (*tax shift*), à la révision de la loi sur la compétitivité pour diminuer la norme salariale, à la « réinsertion » des travailleurs malades pour les licencier moins cher s'ils sont incapables de reprendre leur travail,... toutes ces mesures visent à diminuer encore la part de la richesse produite qui va aux travailleurs (part qui ne fait que diminuer depuis 30 ans). Le nœud est bien là. Le patronat craint que les entreprises ne doivent augmenter les salaires dans les prochaines années pour attirer des travailleurs plus rares après le départ en pension des baby-boomers. Leur priorité : tout faire pour contenir la hausse.

Notre pays avait plutôt bien résisté à la crise de 2008 grâce à la concertation sociale, aux mécanismes automatiques d'évolution des salaires, au filet de sécurité de la sécurité sociale. Quelques années de gouvernement Michel (Timmermans) auront suffi à tout remettre en cause. La prochaine crise sera sanglante. On pourra bien sûr revenir en arrière, mais il faudra se battre deux fois plus fort. Les capitalistes ont entretemps pris le pli des enfants gâtés : ils seront d'autant moins enclins à partager qu'on les aura bercés dans l'idée que seuls leurs désirs comptent. ■

Les RDV's de la FEB en été

Comme chaque année, le gouvernement MR/NVA a profité de l'été pour prendre « en douce » des mesures... toutes en faveur de la FEB. Parmi elles, la dégressivité accélérée des allocations de chômage assortie de cette argumentation fallacieuse selon laquelle les demandeurs d'emploi seraient ainsi plus motivés à rechercher un emploi. Ne serait-ce pas plutôt pour les pousser à accepter plus facilement des « jobs, jobs, jobs » à des conditions minimales ? Une façon aussi de nous pousser à ne pas réfléchir à ce que devrait être un emploi dans des conditions décentes, un travail utile aussi à la société. Ils nous promettent, en même temps, un gel des salaires, un service communautaire pour les chômeurs de longue durée et j'en passe... La rentrée devrait être chaude et propice aux mobilisations.

Réforme des barèmes : l'expérience est passée de mode, place au mérite !

Bernard Lefevre*

Celles et ceux qui ont aujourd'hui atteint la cinquantaine savent ce qu'ils doivent – à tous points de vue ! – à l'expérience d'ânés qui leur ont transmis savoir et sagesse, telles des graines qui ne cessent de se développer en avançant en âge. Combien d'enseignements inculqués dans notre jeunesse ne comprenons nous pas seulement à l'âge adulte, lorsque nous sommes confrontés à certaines situations ? Or, de nos jours, sous couvert de modernité, notre gouvernement, après s'en être pris à d'autres vaches sacrées de notre système économique et social, s'attaque désormais aux barèmes à l'ancienneté. Et ce au profit du mérite, donnée purement subjective, à la tête du client, et qui profite dans sa plus grande part aux classes dominantes.

Le ver était dans le fruit

Comme pour les autres objets du détricotage progressif de notre tissu économique et social au nom d'un libéralisme triomphant, faisant table rase du passé pour un avenir radieux auquel chaque citoyen participera (N'aurait-on pas déjà entendu de tels discours sous d'autres idéologies ?), l'initiative en avait été prise par le gouvernement précédent, cornaqué par un premier ministre étiqueté socialiste. On était passé alors des barèmes à l'âge aux barèmes à l'expérience. Dans les faits rien ne changeait pour les « anciens travailleurs » qui étaient tous

censés avoir commencé à 18 ans, quel que soit leur âge effectif d'engagement. Au contraire, pour les nouveaux engagés, le compteur était remis à zéro, sans tenir compte de leur expérience antérieure dans d'autres entreprises (à l'exception de certains travailleurs qualifiés qui étaient en position de force pour négocier une prise en compte totale ou partielle de leur expérience – mais les cas sont rares).

On passe à l'étape suivante, maintenant, en promouvant le mérite individuel (évalué par qui ? Sur base de quels critères ?) au détriment d'une reconnaissance collective et objective de l'expérience, allant de pair avec l'avancée du travailleur en âge.

Pourquoi un travailleur comptant trente ans d'expérience pourrait-il accepter, s'il a une quelconque dignité et une fierté de son savoir-faire, d'être mis au même tarif salarial que le débutant qui a encore tout à apprendre ? Et de surcroît, quand on pérore à hue et à dia qu'il faut garder les travailleurs plus longtemps au travail, à cause de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Un enfant de dix ans y verrait non-sens et contradiction. Pas nos dirigeants qui, dans leur vision idéologique et autistique des choses, persistent et signent dans un surréalisme délétère.

Un exemple édifiant

Un jeune ingénieur, propulsé à la tête d'un service grâce à son diplôme et non son expérience, demande à son subalterne, contremaître arrivé à ce poste en gravisant toutes les étapes de la promotion interne, de lui expliquer le fonctionnement du service. Et ceci afin de faire une présentation face au comité de direction.

Il prend des notes qu'il transforme en dizaines de pages de présentation Powerpoint, toutes plus flamboyantes les unes que les autres. Le contremaître, quelque

peu compassionnel vis-à-vis de son jeune supérieur, lui propose de l'accompagner afin de répondre aux questions relatives aux difficultés quotidiennes du service. Fin de non-recevoir. Le jeune ingénieur ne veut pas se montrer en situation de faiblesse face à la direction. Il va assumer seul et leur en mettre plein la vue.

Résultat : il se fait retourner comme une crêpe au cours de sa présentation et en ressort la queue entre les jambes, attribuant sa déconvenue au contremaître « qui lui a mal expliqué » et qui devient dès lors son ennemi. Ce dernier, meurtri de ne pas avoir été entendu dans sa proposition d'aide et, ensuite, d'être considéré comme déloyal ne pourra plus collaborer « normalement » avec son responsable. Il faudra les séparer. Qui déplacer dans ce cas ? L'ingénieur ou le contremaître ?

À proprement parler, il ne s'agit même pas de falsification... Il ne s'agit que de la substitution d'un non-sens à un autre. La plus grande partie du matériel dans lequel on trafiquait n'avait aucun lien avec les données du monde réel, pas même cette sorte de lien que contient le mensonge direct !

La décision qui sera prise dira tout sur la culture de cette entreprise.

Cet exemple est purement fictionnel et toute ressemblance avec une situation vécue ne serait que pure coïncidence ...

Allemagne - France

L'on donne souvent nombre de raisons au retard économique et technologique de la France sur l'Allemagne. Il est souvent fait allusion à une législation sociale trop rigide du côté français qui entrave les investissements et les embauches. D'autres causes sont aussi invoquées, plus biscornues les unes que les autres.

Par contre, peu d'analystes mettent en avant que la plupart des dirigeants de grands groupes allemands (Siemens, Thyssen, Bayer ...) sont issus de la promotion interne et ont fait leur carrière dans le groupe dont ils sont devenus le patron, alors que la plupart des dirigeants français proviennent des « grandes écoles » (ENA, Ecole des Mines, Polytechnique ...)

et sont souvent passés par un cabinet ministériel avant d'être adoubés, avec la bénédiction de l'Etat, grands patrons.

D'un côté, la reconnaissance et la valorisation de l'expérience ; de l'autre, le pantouflage et le copinage de caste (La médiocrité cooptée par la médiocrité, disait Warburg). Nous ne prétendons pas ici que tout s'explique par cette différence de culture, ni que tout soit parfait en Allemagne, mais il y a certains faits qui plaident en faveur de l'expérience et de la promotion interne.

Et les jeunes là-dedans ?

En quoi cette remise en question de la valeur expérience va-t-elle aider les jeunes à s'intégrer dans le monde du travail ? Est-ce qu'en dévalorisant l'expérience des vieux on pourra engager plus de jeunes ? Nous sommes dubitatifs face à cette hypothèse. Combien de fois ne nous ont-ils pas vendus l'idée que les sacrifices des uns assureraient l'avenir des autres ? Et à la fin, toutes les catégories sont de la revue, sauf les employeurs et leurs complices politiques bien entendu.



Et, dans le meilleur des cas, comment garder des travailleurs expérimentés motivés sans valoriser leur savoir-faire et leur loyauté à l'entreprise, et les convaincre de transmettre leur savoir à leurs successeurs ? Avant l'on faisait avancer l'âne avec une carotte liée à un bâton, le gouvernement et les employeurs voudraient, eux, le faire avancer sans rien au bout du bâton. Mais nous évoquons là de vieilles méthodes qui, même si elles ont fait leurs preuves, ne peuvent plus être de mise à l'heure de la modernité réformatrice !

Sans faire de plus grande démonstration, l'objectif est clair comme de l'eau de roche : opérer un nivellement vers le bas dans toutes les catégories de la population, de sorte à privilégier une partie de plus en plus restreinte de nantis. Ce n'est pas le retour au 19e siècle qu'ils nous préparent, mais au Moyen-âge !

Qu'est-ce que le mérite ?

Dans la novlangue (Orwell – de plus en plus d'actualité !) des dominants, ce n'est plus l'apprentissage dans le temps de savoir-faire et de savoir-être qui doit prédominer dans les critères de la formation des salaires, c'est le mérite qui doit dorénavant primer.

Les plus intelligents, les plus courageux, les plus assidus, les plus obéissants, les plus « tout » qui seront reconnus par leur hiérarchie (qui on le sait et on le vit, est d'une objectivité exemplaire ...) auront droit à une prime annuelle, non acquise, et souvent versée sous forme d'actions « gratuites » ou d'autres avantages échappant aux cotisations sociales. Et plus haut vous serez placés dans

la hiérarchie, plus vous serez méritants et plus la prime sera importante. Et comme cela les inégalités ne feront encore que s'accroître entre travailleurs au sein de l'entreprise, mais également entre actifs et non-actifs.

Les rémunérations démesurées et indécentes des grands capitaines des multinationales, leur inflation ces dernières années, participent de cette idéologie. Il faut maîtriser les salaires (au nom de la compétitivité, laquelle a bon dos), réduire les dépenses sociales (au nom de la gestion de la dette, qui a également bon dos) pour arroser plus et encore les actionnaires et leurs loyaux serviteurs.

Et pour conclure ce paragraphe par un brin de causticité, nous savons tous que des ministres comme Charles Michel ou Alexander De Croo ne doivent leur réussite professionnelle qu'à leur seul mérite. On comprend mieux dès lors pourquoi ils en font leur dada.

Le rapport de forces, salutaire.

Jusqu'à quel stade de régression devons-nous involuer, avant que les « damnés du

système » ne se rebiffent contre un système qui les écrase peu à peu, ne leur laissant comme seule perspective à terme que le suicide social, ou pire ...

Je tire donc de l'absurde trois conséquences qui sont ma révolte, ma liberté et ma passion. Par le seul jeu de la conscience, je transforme en règle de vie ce qui était invitation à la mort et je refuse le suicide

De l'homme résigné à son sort et à l'absurdité du monde, comme Sisyphe qui pousse chaque jour son rocher jusqu'au sommet de la colline pour le voir retomber

de l'autre côté, il faudra bien qu'un jour l'on voie surgir l'homme révolté, libre et passionné.

Et les syndicats, dans tout cela ?

Menacés eux aussi par les projets de réforme du gouvernement, et ce dans leur rôle institutionnel (commissions paritaires, paiement des allocations de chômage, concertation sociale...) surtout, ils éprouvent toutes les peines du monde à mobiliser leur base sur les enjeux des réformes. En outre, des luttes intestines de pouvoir et communautaires viennent compliquer la donne.

Il faut reconnaître que ce n'est pas facile pour eux, car le gouvernement agit avec méthode et habileté (Bart De Wever connaît Machiavel par cœur) : il ne s'attaque pas à tout le monde en même temps, ce qui veut dire que chacun ne se sent concerné que quand son tour arrive. Diviser pour régner, voilà une stratégie qui est loin d'être surannée.

Ici aussi, pour reconstituer un rapport de forces crédible, les syndicats doivent d'abord prendre conscience de leurs forces et de leurs faiblesses, convaincre le plus grand nombre qu'il faut agir tous ensemble et non chacun de son côté pour vaincre. Arrêter de se compromettre avec des partis politiques qui ont trahi le monde du travail depuis des décennies. Et amener à leur tête des gens plus jeunes qui ont forgé leur expérience, leurs convictions et leur vision du monde dans les organisations et qui sont, à juste titre, quelque peu lassés d'attendre leur heure. ■

¹ 1984, George ORWELL, pp. 61-62 (Traduction d'Amélie Audiberti, Le Livre de Poche, 1964)

² Albert CAMUS, cité in « Albert Camus, le goût de la révolte », Laurent PIRNAY, CEPAG, 2015

Dans le tourbillon du Congo des années cinquante

Un entretien avec Eddy Poncelet

Notre journal se réjouit d'ouvrir ses pages à Edgar Poncelet pour y recueillir les souvenirs de son expérience congolaise. Eddy, pour ses camarades, fut depuis son adolescence un militant de l'internationalisme ; ce qui explique son attachement aux luttes du peuple congolais. Pendant les années cinquante, devenu secrétaire général des Jeunesses Communistes (JC), il a organisé en Belgique un large mouvement de soutien aux batailles dirigées par Patrice Lumumba qu'il rencontra à plusieurs reprises, y compris au mois d'août 1960 au Congo, alors qu'il accompagnait une délégation du PCB où il a été témoin en direct du coup d'État de Mobutu.

Cet entretien constitue un témoignage éclairant sur le tourbillon qui a soufflé sur le Congo de cette époque et sur l'attitude des milieux communistes belges.

Partageant au départ l'idée que l'uranium qui avait aidé à la victoire sur l'Allemagne était celui de notre colonie, il a progressivement pris conscience de ce que la Belgique était effectivement au Congo : « une puissance occupante et conquérante ».

Pourriez-vous expliquer votre parcours et le remettre dans le contexte du lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

Dans les années cinquante, j'étais à la direction des Jeunesses Communistes (JC). Après la Libération, le mouvement communiste avait une conception précise à propos des jeunes. Pour la réorganisation du pays, un terreau de collaboration entre les jeunes de différentes catégories sociales existait. On a donc voulu créer un mouvement progressiste au sens large : la Jeunesse Populaire de Belgique. Mais cette euphorie n'a pas duré bien longtemps étant donné le contexte de Guerre froide qui s'est mis en place. Beaucoup de forces ont quitté l'organisation. Donc, en 1955, on a transformé cette Jeunesse Populaire en Jeunesse Communiste. J'y exerçais des responsabilités.

Nous faisons partie de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD). Nous organisons tous les deux ans un festival dans différentes villes. Cette Fédération Mondiale avait pour but de fédérer un maximum de jeunes. Mais en Asie et en Afrique, ces jeunes étaient peu nombreux.

Cela est apparu comme insuffisant. Qu'avez-vous fait pour y remédier ?

Lors d'un congrès mondial organisé par la FMJD, une journée annuelle de solidarité avec les jeunes des pays coloniaux, avait été fixée. Je dois préciser que je venais d'un milieu « normal » : nous étions contents d'avoir été libérés par les Alliés et les Soviétiques et nous étions contents que le Congo ait aidé à cette Libération (l'uranium congolais utilisé pour construire la bombe atomique avait permis de terminer la guerre), mais nous n'étions pas dupes à propos des vraies intentions des Américains. Pour eux, l'essentiel était d'intimider l'URSS, peu importait si pour ce faire des milliers d'innocents japonais en furent victimes. Ceci étant dit, il est exact qu'à l'époque, lorsque nous faisons référence à l'uranium congolais, nous parlions de « notre » uranium.

À partir du début des années cinquante, sans que je ne sache pourquoi, il y a eu un changement d'attitude. Une Commission coloniale a été créée pour étudier la ques-

tion coloniale, la condition des Congolais, celle des blancs au Congo... Grâce à cette Commission et via des gens que j'ai rencontrés lors des journées de solidarité, j'ai pris conscience que nous étions une puissance occupante et conquérante. Cependant, durant des années, il a été impossible d'avoir des contacts avec des Congolais, jeunes et autres. De nombreuses mesures avaient été prises pour que des cloisons étanches soient maintenues.

Dans ces conditions, comment avez-vous établi des contacts avec des Congolais ?

En 1958, lors de l'Exposition universelle à Bruxelles, nous avons tout à coup eu des contacts avec des Congolais. Il y avait un pavillon du Congo, un village reconstitué, des Congolais invités à venir quelques mois en Belgique. Plus ou moins fortuitement, nous avons eu des contacts avec certaines de ces personnes. Dans un pavillon se trouvait un comptoir où il y avait quelqu'un d'une organisation de jeunesse, tantôt de la JOC, tantôt des Jeunesses Socialistes, tantôt des Jeunesses Communistes... Il renseignait les jeunes sur l'exposition. C'est dans ce cadre qu'il y a eu des contacts avec certains Africains. Après cela, quand des Congolais venaient à Bruxelles pour un colloque ou des négociations, ils passaient nous voir, nous les JC. La moitié du premier gouvernement congolais, celui de Patrice Lumumba, est passée nous voir amicalement. Cela signifiait plus qu'une visite pour eux car ils découvraient des gens qui n'étaient pas racistes et qui leur tendaient la main.

Pouvez-vous parler de l'initiative syndicale du Docteur Toussaint au Congo après le deuxième conflit mondial ? Comment la Commission coloniale a-t-elle réagi ?

Au lendemain du conflit, un médecin très progressiste, le Docteur Toussaint, a créé un syndicat. Le pouvoir colonial l'a immédiatement perçu comme quelqu'un de dangereux et l'a expulsé. La Commission coloniale l'a appris fortuitement car une partie des travailleurs officiant sur la liai-

son Anvers-Matadi étaient congolais. Elle a commencé à glaner des informations. Il faut savoir que tout mouvement qui critiquait la colonisation était automatiquement étiqueté « communiste » par les autorités, alors qu'il n'en était rien. Cela a eu pour effet que certains ont été tentés d'aller voir du côté des milieux communistes, se disant que cela ne devait pas être si mauvais. La Commission coloniale a alors édité, avec de modestes moyens, une publication intitulée *L'Veil du Congo*. Comme nous avons aussi constaté que beaucoup de Congolais ne connaissaient ni le français ni le néerlandais, nous avons rédigé des tracts en swahili et en kikongo. Ceux-ci étaient expédiés sur place par les camarades dockers de Matadi. Nous avons été jusqu'à traduire l'Internationale !

Le syndicat chrétien, le premier, puis la FGTB, ont décidé de créer une confédération au Congo pour les Européens. Plus tard, ces syndicats s'ouvriront aux Congolais. Ceux-ci créeront l'APIC (Association du Personnel Indigène de la Colonie), dirigée par Arthur Pinzi. La société congolaise évoluait lentement vers une prise de conscience. Cependant, le Congo était un véritable continent. Les informations dont nous disposions concernaient surtout Léopoldville et le Bas-Congo.

Comment a réagi le pouvoir colonial face à cette évolution de la société congolaise ?

Étant donné ce bouillonnement, ce mécontentement social général, étant donné le racisme aussi (la situation dans les centres urbains du Congo à l'époque n'était guère meilleure qu'en Afrique du Sud), les autorités coloniales se sont rendu compte de ce qui se passait.

En décembre 1957, des élections ont été organisées à Léopoldville et Elisabethville. Le but était d'élire une direction noire sous la houlette d'un super-bourgmestre blanc. À Léopoldville, Joseph Kasa Vubu, Arthur Pinzi et Gaston Diomi ont été élus. Nous trouvions que c'était un pas en avant. De surcroît, sous l'impulsion du gouverneur Léo Pétillon et de son équipe a été imaginé un plan de concessions sociales. Mais ce plan sera vite contesté par les mouvements politiques congolais à l'époque à leurs premiers pas.

Revenons un instant à la JC. Quelle ligne suit-elle à partir de 1958 ?

Nous avons de plus en plus de contacts avec des militants congolais à partir de cette période. La ligne était que les Congolais devaient obtenir les mêmes droits que les Européens, que les leviers de pouvoir devaient passer aux mains des Congolais et que cela devait mener à l'indépendance. Cela devait passer par des négociations et dans ce cadre les Congolais devaient être organisés en partis politiques et en organisations de jeunesse. Notre grande peur était que cela débouche sur des opérations militaires, une guerre comme celle qui sévissait à la même époque en Algérie. Nous disions : « Pas question d'envoyer au Congo des militaires et des miliciens ! ». En un sens, nous avons réussi à éviter ce scénario puisque l'intervention militaire n'a eu lieu qu'après l'indépendance.

Nos contacts, les visites, notre correspondance avec des Congolais étaient imprégnés de ces principes : nous les poussions à s'organiser. Nous étions en outre de la même génération, âgés de vingt à trente ans. Mais pour que la JC ait un poids quelconque, elle devait passer par le PCB. Nous avons communiqué nos contacts à la Commission coloniale, notamment à Albert De Coninck et à Jean Terfve.

Comment analysez-vous les troubles de janvier 1959 ?

Ayant participé à la conférence panafricaine d'Accra, Diomi et Pinzi voulaient organiser un meeting pour raconter ce qu'ils y avaient vécu. Le pouvoir colonial interdit cette initiative provoquant le chaos. Lorsque les gens venus par milliers ont appris cette interdiction, ils sont descendus en ville. Cela s'est accompagné de pillages, de vols et d'incendies de magasins tenus par des blancs. Les autorités coloniales ont perdu le contrôle de Léopoldville pendant trois jours puis ont fait appel à la Force publique, mais certains de ses éléments ont refusé de se subordonner. Les autorités ont alors songé à recourir aux troupes métropolitaines de la base de Kamina (Katanga). Soit dit en passant, cette base est un élément crucial des relations Bruxelles-

Washington en lien avec les mines d'uranium. Mais c'est une autre histoire !

Le bilan officiel fut de trente à quarante morts, mais nos camarades sur place nous ont parlé de plusieurs centaines de tués et de nombreuses arrestations. À l'époque, nous voulions défendre les camarades arrêtés devant les tribunaux du Congo. Nous avons contacté les familles de Diomi et de Pinzi et Jean Terfve, Jules Chomé et Jules Wolf (de la Ligue des Droits de l'Homme) ont demandé un visa pour la colonie. Il ne pouvait leur être refusé, mais on a fait pression sur les familles des accusés pour qu'elles renoncent à ces avocats communistes.



Eddy Poncelet à Ostende en 1959 aux côtés du dirigeant des Jeunesses Communistes congolaises Antoine Tshimanga; ce dernier assassiné à Stanleyville par les paras venus soutenir Mobutu.

Comment avez-vous vécu la suite des événements ?

Nous avons continué à soutenir les Congolais. Lumumba est passé chez nous et nous l'avons mis en contact avec une série d'artistes et d'intellectuels. Il nous donnait sa vision de la situation au Congo. Alors que le camarade Jean Terfve et moi-même participions en tant que conseillers des forces de la gauche congolaise à une table ronde de négociation, nous avons constaté l'absence de Lumumba, placé sous contrôle de police. Nous avons jugé cette absence inacceptable. Nous avons suggéré aux Congolais de s'entendre sur une position commune sur cette question et il a été libéré.

Au moment de l'indépendance, j'ai été invité à assister aux fêtes, mais je n'ai pas reçu mon visa ! J'ai alors tenté sans succès d'y aller par Brazzaville. Pour la suite, avec Terfve et De Coninck, nous avons tenté de voir un tant soit peu clair dans le chaos qui a suivi l'indépendance. J'ai assisté à la conférence donnée par Mobutu après son premier coup d'État, le 14 septembre 1960. J'ai également pris part à l'élaboration de la position des partis et des pays communistes selon laquelle le gouvernement légitime du Congo se trouvait à Stanleyville où les ministres fidèles à Patrice Lumumba s'étaient réfugiés dans l'espoir de reprendre le pouvoir. ■

Propos recueillis par Gregory D'Hallewin

Après les élections présidentielles

Lueur d'espoir au Mexique ; horreur et révoltes en Colombie

*Paul-Emile Dupret **

La différence entre les résultats électoraux en Colombie et au Mexique n'est pas grande, et cependant au Mexique Andrés Manuel Lopez Obrador, - AMLO -, a pu remporter la présidentielle, avec une marge suffisante pour empêcher la droite de frauder cette fois-ci ; tandis qu'en Colombie, la gauche menée par Gustavo Petro a fait une percée historique (8 millions de voix). Là où AMLO a trouvé une droite divisée, le système du second tour a obligé Petro à affronter un ennemi unique au second tour, et les spectaculaires 8 millions de voix engrangées – surtout parmi les jeunes – n'ont pas réussi à empêcher le retour au pouvoir de la droite extrême, menée par Ivan Duque en façade, mais en réalité par l'ancien président Uribe.

Les deux pays sont gangrenés par les mafias de la drogue, même si la direction des opérations s'est déplacée vers le pays du Nord. On n'attend pas d'AMLO une révolution socialiste, – pour accéder au pouvoir, il s'est du reste même entendu avec les puissantes églises évangélistes –, mais au moins une lutte contre la corruption, une présence accrue de l'État, un assainissement des aspects les plus désastreux des politiques néolibérales menées par ses prédécesseurs, comme par exemple la privatisation de l'industrie pétrolière. D'ores et déjà il a énoncé une longue liste de mesures à prendre pour assainir la vie politique du pays, et il devrait s'installer un climat propice aux propositions et actions des mouvements sociaux et des forces démocratiques alternatives.

* Conseiller du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) du Parlement européen

En Colombie, la politique économique de Duque sera la continuité, en pire, des politiques élitistes de Santos, le président sortant. Priorité à l'extraction minière, à la présence des investisseurs étrangers – notamment pour l'accaparement des meilleures terres –, à l'exportation des énergies fossiles, au détriment des populations locales. Mais en plus, ce sera le gouvernement du non respect des accords de paix, de l'assassinat des dirigeants sociaux, défenseurs des droits humains, des opposants politiques locaux, et du musèlement du peu de justice indépendante existant encore, afin de garantir l'impunité des crimes, notamment ceux commis par l'ancien président Uribe.

Depuis l'élection du président Duque-Uribe, les assassinats de leaders locaux du mouvement social, de défenseurs des droits humains et d'opposants politiques locaux se sont multipliés, jusqu'à 2 ou 3 assassinats par jour en moyenne. Il s'agit d'une politique clairement coordonnée au niveau central (et qui d'autre que l'armée peut le faire ?), visant à casser les résistances aux projets mortifères et anti-écologiques dans tout le pays, en visant les dirigeants locaux de manière à ne pas essuyer trop de critiques internationales.

La responsabilité de l'Union européenne est engagée, puisqu'elle a signé un accord de libre-échange assorti d'une clause des droits humains, et parce que les assassinats profitent souvent aux entreprises européennes, comme par exemple dans le cas du barrage d'Ituango sur le fleuve Cauca. La banque BNP Paribas-Fortis, mais aussi el Banco Santander et BBVA financent ce projet de barrage désastreux, alors que plus de 1000 habitants de la région qui s'y opposaient ont été liquidés, 62 massacres (de 4 personnes et plus) ont été commis, notamment les massacres de El Aro et La Granja qui impliquent directement l'ex-président Uribe.

Les accords de paix ont libéré en Colombie une énergie de résistance qui a surpris le pouvoir en place lors des récentes élec-

tions, et l'a obligé à se raidir, en instaurant un gouvernement adepte à l'extrême des vieilles recettes répressives et des politiques économiques élitistes rejetées par des millions de Colombiens, surtout les plus jeunes. À court terme, cette politique criminelle replonge la population dans la peur mais elle est en même temps peu intelligente et intenable à moyen terme pour la bourgeoisie colombienne, dans ce pays qui se caractérise par son haut niveau de résistance.

Le panorama politique s'est fortement clarifié lors des dernières élections, avec la montée en puissance d'un vrai projet susceptible de répondre aux défis politiques et économiques, mais aussi aux défis socio-écologiques, alors que c'est de moins en moins clair en ce qui concerne la plupart des gouvernements « de gauche » qui sont montés au pouvoir durant la décade précédente. Plus que jamais donc il convient de protéger les Colombiens en lutte, et d'interpeller les autorités belges et européennes sur leur silence et leur complicité, pour ne pas dire leur alliance avec un gouvernement d'extrême droite qui se caractérise par des violations massives des droits humains, l'impunité et la corruption.

En Colombie, l'UE appuiera-t-elle les démocrates et les jeunes colombiens, ou bien cette vieille caste dirigée par l'ancien Président Uribe, avec qui elle avait négocié un accord de libre-échange, alors qu'on savait déjà qu'il avait été le meilleur allié de Pablo Escobar, et le promoteur des escadrons de la mort. Au Mexique, l'Union européenne appuiera-t-elle de manière décidée le gouvernement de l'assainissement de la politique et de l'économie ?

L'expérience indique qu'il y a lieu d'être optimiste sur la capacité de renouveau de la résistance des démocrates colombiens et mexicains ; et pessimiste sur la capacité de l'Union européenne de les appuyer comme devraient l'y obliger ses principes fondateurs inscrits dans les Traités, et ses engagements internationaux tels que ceux concernant la lutte contre le changement climatique. ■

Le droit de grève menacé

Solidarité avec les camarades Bruno et Tom de la FGTB d'Anvers

Guy Stroobants

Même si la condamnation rendue ce 29 juin à l'encontre de Bruno Verlaeck, président de la FGTB d'Anvers est une condamnation « pour le principe », non assortie d'une peine, et si Tom de Voght, délégué FGTB dans une entreprise du secteur chimique, a finalement été acquitté, ce jugement rendu par le tribunal correctionnel d'Anvers se situe dans un contexte d'offensive violente émanant du patronat et du gouvernement contre les droits syndicaux. La FGTB ira bien sûr en appel de ce jugement. Ce jugement réclame que le mouvement social aussi envoie un signal fort pour la défense de ses droits.

Rappelons brièvement les faits. Ils remontent au mois de juin 2016, un jour de grève en Belgique, un jour de grève dans le port d'Anvers où des piquets de grève communs à plusieurs entreprises sont installés. Très rapidement la police d'Anvers intervient avec des véhicules blindés pour « nettoyer » les piquets. Bruno Verlaeck et Tom de Voght sont arrêtés. Pour les condamner, la justice a eu recours à un article (le 406) relatif à « l'entrave méchante » à la circulation, un article qui vise des conduites qui mettent autrui en danger, et à propos duquel, lors des discussions parlementaires précédant son adoption, il avait été précisé qu'il ne pourrait être utilisé « à l'encontre de grévistes et de piquets de grève pacifiques ». Cet article prévoit des peines allant jusqu'à 10 ans de prison !

Un climat de destruction de la législation sociale et d'offensive antisyndicale!

Ce jugement a été prononcé dans un climat antisindical entretenu par le patronat et le gouvernement MR-NVA qui est à sa solde. Le gouvernement accumule les mesures dont l'objectif est clairement le démantèlement progressif des législations protégeant les travailleurs de l'arbitraire patronal. Il s'agit prétendument de moderniser, d'alléger la législation sociale, c'est-à-dire de « flexibiliser » le travailleur. Cette « flexibilisation » imposée aux travailleurs a pris différentes formes qui vont de la création de sous-statuts précaires « flexijobistes », de la complaisance vis-à-vis du travail « ubérisé », qui n'est rien d'autre qu'une variété contemporaine de l'esclavage, de la chasse aux chômeurs et aux malades de longue durée, jusqu'à la suppression de fait du statut de prépensionné. Cette dernière mesure modifiant le statut du travailleur âgé licencié, de celui de prépensionné vers celui beaucoup plus précaire, de chômeur, l'expose à la dégressivité et aux mesures disciplinaires, alors que pour un travailleur, après 45 ans, les possibilités de recrutement sont extrêmement problématiques.

Cette « flexibilité » ne s'applique pas au patronat !

La loi que le patronat place au-dessus de tout, c'est la loi du profit immédiat et sans limites. Peu importe si une entreprise dégage des bénéficiaires, si une opportunité de profit supérieur se présente ailleurs, de préférence dans des pays où les droits syndicaux sont faibles ou inexistant, l'activité de cette entreprise sera délocalisée au mépris total des conséquences humaines et économiques pour le pays d'origine. L'inflexibilité patronale se marque aussi par la marginalisation de la concertation sociale, le patronat

préfère se cacher derrière les décisions d'un gouvernement à sa totale dévotion. La réaction de Marie-Hélène Ska de la CSC nous le rappelle : « aujourd'hui, les employeurs, ou en tout cas leurs représentants à la FEB, sont sans foi ni loi, la seule chose qu'ils souhaitent, c'est détruire purement et simplement le dialogue social ».

Pour la FEB, la protection des travailleurs participant aux élections syndicales, et des délégués syndicaux, est perçue comme un scandale. Parlant des indemnités des travailleurs

ayant une activité syndicale, Bart Buysse de la FEB a même eu l'indécence de qualifier ces indemnités de « parachutes dorés » ! À la FEB, les « parachutes dorés », on connaît !

Des attaques directes contre les syndicats

Le premier Ministre MR a demandé au Groupe des 10 d'étudier un encadrement plus restrictif du droit de grève, faute de quoi, une initiative gouvernementale serait prise. Déjà, le droit de grève est progressivement grignoté : instauration du « service minimum » dans les services publics, tentatives de criminalisation des actions collectives, et particulièrement des piquets de grève, comme dans les projets de loi déposés en 2005, et en 2007 par les députés MR Bacquelaine et Jeholet. Nombreux sont les militants qui ont déjà été interpellés sur des piquets de grève, menacés d'astreinte et parfois conduits devant les tribunaux. Parmi les mesures tendant à affaiblir les moyens de défense des travailleurs, la tentative d'imposer la « transparence financière aux syndicats » n'a évidemment qu'un but : obliger les syndicats à dévoiler le

suite page 15

Le pénible cauchemar du député Culot

Marc Denonville

Fabian Culot, vous connaissez ? C'est un député MR à la Région wallonne. Il risque de passer à l'histoire du crétinisme parlementaire. En effet, nous apprenons qu'il projette de déposer une résolution demandant de dispenser dans les écoles des cours sur les dangers de l'extrême gauche ; résolution qui vise le PTB et ses alliés. Après l'échec retentissant du député MR Denis Ducarme d'entourer le PTB d'un cordon sanitaire en 2016, idée aujourd'hui reprise par le CDH, le MR persiste et signe dans les délires anticommunistes.

Surfant sur les soi-disant dangers de l'extrême gauche, Mr Culot, fondé sur sa lecture particulièrement myope de l'histoire, perpète de dangereux amalgames en associant les concepts : terrorisme, marxisme, extrémisme, communisme. Les affirmations de Mr Culot sont une insulte pour les historiens. En aucun cas, ce n'est aux politiciens de leur apprendre leur métier. L'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. En fait, les affirmations de Mr Culot n'ont rien à voir avec l'histoire mais bien avec la désinformation générale entretenue par la droite et ses médias. Ces affirmations ont, en fait, un objectif profondément antidémocratique: restreindre les libertés politiques et criminaliser les luttes sociales.

Les projets pédagogiques de Mr. Culot participent surtout à un processus d'effacement de la mémoire collective. Au contraire, il serait plus judicieux et honnête d'inclure dans l'enseignement les éléments d'une vraie histoire populaire.

L'histoire du mouvement communiste et ouvrier plonge ses racines dans la pensée socialiste et l'exigence de la paix pour lesquelles Jean Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914, peu avant le début de la première guerre mondiale.

C'est dans cette guerre menée pour des motifs totalement étrangers à l'intérêt des peuples que des femmes et des hommes courageux prirent conscience de la nécessité de dépasser le nationalisme et ses conséquences racistes et xénophobes au profit de l'internationalisme et de ses valeurs de solidarité, d'émancipation et de libération de tous les peuples. Cette exigence légitime de la paix fut un des mots d'ordre de la révolution d'octobre, de la fondation de l'Union Soviétique et des Partis Communistes en général qui allaient initier un formidable élan de progrès social et d'émancipation des travailleurs dans tous les pays.

Il serait utile de rappeler que les aspects tragiques de l'histoire de l'URSS sont la conséquence directe des multiples agressions qu'elle a subies dès 1918, et de son isolement causé par l'opposition de la droite européenne aux diverses propositions de la diplomatie soviétique d'instaurer une politique européenne de défense collective.

Les fiançailles du grand capital et du nazisme

Il faudrait rappeler aussi que la montée en puissance de l'Allemagne nazie est indissociable du soutien que le grand capital accorda au parti Nazi. Un soutien qui allait de pair avec les violations du traité de Versailles dont Hitler se rendit coupable dès 1933. Des violations parfaitement tolérées voire encouragées par la droite européenne, dont la bourgeoisie française, qui en 1936 ironisait : « mieux vaut Hitler que le Front Populaire ». C'est dans ce contexte qu'en 1937, le gouvernement belge a reconnu la dictature franquiste, poignardant dans le dos les membres des brigades internationales qui luttaient au péril de leur vie pour défendre l'idéal républicain. Ce climat malsain

allait culminer en 1938, à Munich, lors de la scandaleuse « conférence de la paix » où les gouvernements français et anglais s'agenouillèrent devant Hitler. Face à cette véritable abomination l'URSS signera un pacte de non-agression avec l'Allemagne, pour mieux se préparer à l'agression nazie.

Lors de la seconde guerre mondiale, les Partis Communistes s'impliquèrent totalement dans la résistance au nazisme avec le soutien des alliés, dont l'URSS qui paiera le plus lourd tribut, 27 millions de victimes civiles et militaires et des destructions incalculables. Il faudrait également enseigner que durant cette guerre la déportation et le massacre de six millions de juifs ne sont pas étranger à la haine de la droite à l'égard d'une communauté juive européenne dotée d'une haute conscience politique et dont sont issus bon nombre de personnalités qui ont joué un grand rôle dans la promotion des idées socialistes et communistes que Mr. Culot considère comme un danger. C'est le progrès de ces idées maintenant qui est à l'origine de la panique du député Culot, le bien nommé, qui n'ose pas dévoiler les vraies raisons de son lamentable projet.

Au lieu de se préoccuper des dangers de l'extrême gauche en affichant une culture digne des *Aventures de Tintin au pays des Soviets*, Mr Culot devrait se poser des questions sur l'alliance de son parti le MR avec la N-VA, reniant ainsi ses promesses à l'électorat francophone. Une N-VA dont le patron B. De Wever se vante d'être le fils spirituel du philosophe Edmund Burke, ennemi juré du siècle des lumières et de la démocratie. Une N-VA dont le patron a dit « mon patron c'est le VOKA » (le patronat flamand). Une N-VA qui exploite le drame des réfugiés, victimes des guerres de l'OTAN, en contribuant à répandre la peste xénophobe. Une N-VA qui continue à défendre l'amnistie des collaborateurs Nazis etc.

Pas besoin d'aller plus loin, ce qui précède atteste suffisamment des dangers de la droite et du capitalisme. ■

suite de la page 13

contenu de leurs caisses de grève, afin que le patronat et le gouvernement connaissent leur capacité de résistance. On le voit, l'ultime moyen de défense des travailleurs, le droit de grève fait l'objet des attaques répétées du patronat et du gouvernement. Ces attaques tendant à désarmer les travailleurs bénéficient du soutien actif de l'UE dont l'absurde politique austéritaire sert de justification au démantèlement des services publics et des droits sociaux. Le discours de l'UE, prônant de manière obsessionnelle la « réforme » et la « modernisation » de la société et de l'économie, masque en fait une tentative de nous ramener tout droit aux pratiques sociales du dix-neuvième siècle. En France, par exemple, suivant les recommandations émises par l'UE, dans le cadre du Pacte de Compétitivité, la « Loi Travail » a inversé la hiérarchie entre les négociations interprofessionnelles ou

sectorielles, et les négociations d'entreprises. Ainsi, les avantages obtenus lors d'une négociation d'entreprise ne seront pas généralisables à l'ensemble du secteur. Poussé un peu plus loin, ce système nous ramène au bon vieux colloque singulier du dix-neuvième siècle entre patron et travailleur.

Selon la CES citée par le magazine « Syndicats » de la FGTB, par suite de cette politique d'affaiblissement de la négociation collective, depuis 1997, dans l'UE, malgré que la productivité ait augmenté de 30%, les salaires n'ont augmenté que de 20%. On assiste également dans les économies européennes à une chute importante de la part des revenus du travail dans le PIB des États, au profit des revenus du capital, au détriment de l'économie réelle et de la consommation, et au bénéfice de l'économie « casino », facteur de déstabilisation de l'économie

mondiale, dont les travailleurs européens ont déjà eu à souffrir. Comme on le voit, les droits des travailleurs sont menacés gravement, si pas déjà largement vidés de leur substance, aussi bien au niveau national qu'à celui de l'UE. Les multinationales ont trouvé, pour leur servir de courroie de transmission des états nationaux comme le nôtre et l'UE. Nous restons confiants dans la capacité de résistance des travailleurs face aux menées antisociales du patronat et des gouvernements à leur service. Un exemple nous est donné par la lutte des travailleurs de Ryanair, qui dans des conditions de répression inimaginables au vingt et unième siècle, ont su braver les menaces proférées par le patron. Notre réponse face à ces attaques est une solidarité totale avec les travailleurs en lutte et particulièrement les camarades de la FGTB traînés en justice, pour le simple motif d'accomplir leur travail de syndicalistes. ■

« Aucune pression ne fera taire l'art du peuple »

Marie France Deprez

Le Drapeau Rouge vous a déjà plusieurs fois informés à propos de militants turcs, de citoyens turcs en proie à la répression d'Erdogan. Des enseignants (Nuryie et Semih par exemple), des fonctionnaires de justice, des journalistes, des écrivains, des artistes...

La cible du régime aujourd'hui, c'est le groupe musical Yorum. Ce groupe créé en 1985 en réaction au coup d'état militaire de 1980 est devenu un emblème de la lutte pour les droits et la liberté. Leur musique mélange différents styles, du traditionnel au rock. Dans leurs chants, ils évoquent aussi bien la guérilla kurde que les problèmes écologiques, l'impérialisme américain et l'exploitation de la classe ouvrière.

Leur succès est très grand. Ils organisent des concerts internationaux et en

Turquie. À Istanbul, en 2014, ils se sont produits devant un million de spectateurs. Face à un tel succès, le gouvernement a cherché à les interdire mais en 2015, Yorum a encore pu en organiser 5 dans des villes différentes, dont Istanbul et Ankara, rassemblant au total environ 700.000 personnes.

C'en était trop pour le régime et durant les deux dernières années, la répression contre le groupe s'est encore accrue. Actuellement 11 des 18 membres du groupe sont incarcérés. Quant à ceux encore libres, ils se retrouvent sur la liste « des personnes les plus recherchées », tête mise à prix et promesse de récompense pour tout aide à leur capture (une situation proche de celle de notre compatriote, le journaliste d'origine turque Bahar Kimyongür). Le gouvernement les accuse d'avoir des liens avec le DHKP-C, liens que le groupe réfute même s'ils ont apporté leur soutien à des actions de ce parti.

Le 14 juillet dernier, deux membres du groupe, Inan Altin et Selma Altin avaient fixé rendez-vous à des journalistes au Père-Lachaise à Paris pour faire connaître leur situation actuelle. Lorsqu'ils ont quitté la Turquie en février 2018, ils y vivaient dans la clandestinité. Ils avaient le projet de réaliser un film et c'est ce travail cinématographique qui les a poussés à fixer le rendez-vous près de la tombe du grand cinéaste turc Ylmaz Güney (*Yol, la permission ; Le mur*). Ils voulaient ainsi mettre l'accent sur leurs affinités et souligner les similitudes de leurs parcours d'exil.

Le 14 juillet, Inan et Selma ont demandé l'asile politique en France. Pour eux, il est impossible « d'effacer des esprits l'art qui est produit par le peuple ». Ils restent attachés à leurs amis en Turquie et aux amis avec lesquels ils ont fondé le group Yorum Europe. Un moyen de les soutenir simple et agréable, écouter leurs chansons, leurs concerts. Il suffit, pour ce faire de chercher "concerts Yorum" sur internet. ■

Importantes décisions au X^e Congrès du Parti Communiste

Réuni à Bruxelles ce 30 juin, le X^e Congrès du Parti communiste a renouvelé ses instances de direction et décidé, sur le plan institutionnel, de revenir à son ancienne dénomination, c'est-à-dire « Parti Communiste de Belgique » abandonnant celle utilisée depuis quelques années, à savoir « Parti Communiste Wallonie-Bruxelles ».

Quant à sa participation aux organismes internationaux, le Congrès a décidé de quitter le Parti de la Gauche Européenne (PGE) expliquant cette décision par le fait que ce parti reste étrangement passif dans des dossiers aussi graves que la militarisation de la vie internationale imposée par l'OTAN avec la complaisance de l'Union Européenne. C'est dans cet esprit qu'une motion a été adoptée en vue d'adhérer aux conférences internationales des Partis communistes et ouvriers.

Du rouge au tricolore, la résistance dans l'histoire du communisme belge

Nicolas Naif*

*L'ouvrage monumental de José Gotovitch, **Du rouge au tricolore**, est déjà une vieille connaissance pour les amateurs d'histoire de Belgique et plus particulièrement du Parti communiste. En effet, ce livre a été édité pour la première fois en 1992 et demeure une pierre absolument fondamentale dans l'historiographie du communisme belge. Même 26 ans après, ce livre reste une référence inégalée pour la compréhension de cette période si particulière, si intense, si dramatique que fut la Seconde Guerre Mondiale.*

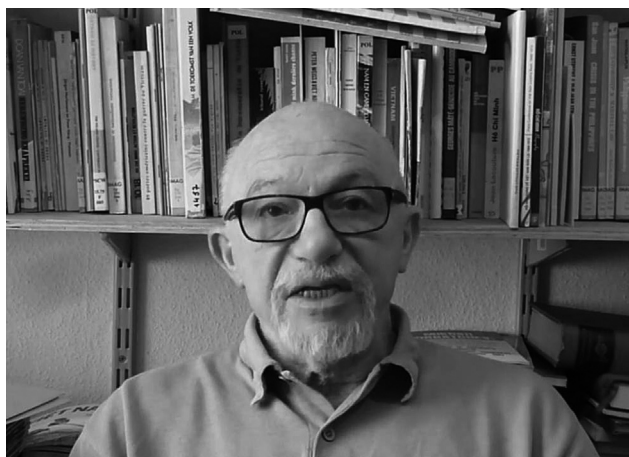
Fruit de nombreuses années de recherche et édition plus que substantielle d'une thèse de doctorat magistrale présentée en 1988, *Du rouge au tricolore* fut un travail considérable de dépouillements exhaustifs d'archives variées et inédites (notamment les archives de l'Internationale communiste et celles du Parti communiste de Belgique conservées à Moscou après avoir été reprises aux Allemands), une foule d'interviews de témoins de l'époque et un solide répertoire biographique d'ailleurs mis à jour avec cette nouvelle édition. Ce qui a permis à José Gotovitch de dresser une véritable biographie collective du PCB. Cette prosopographie ouvre vers une histoire qui dépasse les structures et les discours. De chair et de sang, elle se place aussi au niveau des femmes et des hommes qui ont composé ce parti avec leurs complexités, leurs grandeurs et leurs contradictions.

* Historien, membre du conseil scientifique du CARCoB et du Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches (ULB). Pour informations ou commandes du livre : Centre d'Archives Communistes de Belgique (CARCoB), 02/513.15.83 - carcob@skynet.be

Compagnon de route du PCB, José Gotovitch n'a jamais caché sa proximité avec l'objet de ses recherches. Mais sa plume, rigoureuse et sans concession, est bien celle de l'un des chercheurs les plus emblématiques et les plus fins de l'histoire politique de Belgique. Faut-il rappeler qu'il est aussi connu du grand public pour l'ouvrage *L'An 40*, coécrit avec Jules Gérard Libois, première contribution d'importance sur la période de la Seconde Guerre Mondiale ? La lecture de *Du rouge au tricolore* demeure cependant d'une intéressante actualité. D'abord parce que les constats et les fines analyses de José Gotovitch ne se sont pas trouvées être démenties par les travaux ultérieurs. Mais aussi parce que le Communisme et la Seconde Guerre Mondiale demeurent des facteurs identitaires (ou repoussoirs, c'est selon) importants en 2018.

Faut-il rappeler la constante revendication de l'extrême droite et d'une partie de la droite flamande à propos de l'amnistie des collaborateurs ? Il faut également souligner que l'image de la Résistance tend, d'un paradoxe qui n'est qu'apparent, à se troubler aussi avec les années. Plus que des gestes héroïques, il est désormais surtout question des exactions, des épurations et des différents règlements de compte d'après-guerre. Un tel livre permet de ramener la figure du résistant à sa juste mesure ; loin de se cantonner à l'image d'Épinal du maquisard avec sa mitraillette, elle est aussi une série de gestes du quotidien, d'actions discrètes, harassantes et peu valorisantes, autant que de dangereuses. Autre élément qui demeure d'actualité c'est bien sûr le Communisme et sa réalité en Belgique. Avec une coïncidence évidemment fortuite, le député libéral Fabian Culot vient de livrer une proposition de résolution qui fleure bon,

si l'on peut dire, un anticommunisme primaire et anachronique¹. Visant le PTB, ce député estime que les cours d'histoire devraient dénoncer autant les crimes de



l'extrême droite que ceux de l'extrême gauche, et à plus forte raison ceux du Communisme. Les enseignants d'histoire apprécieront sans doute la haute considération avec laquelle ils sont envisagés.

Ascension et déclin de l'influence communiste

S'il n'est nullement question de nier les crimes et les exactions, la lecture de *Du rouge au tricolore* invite de façon pertinente, détaillée et particulièrement argumentée à suivre l'évolution du Parti communiste de Belgique, depuis le groupe sectaire qu'il fut dans les années 20 jusqu'au zénith de son influence et de son importance au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Avec deux trajectoires croisées intimement liées ; celle qui l'a mené, d'une part, d'un parti aux ordres de l'Internationale vers un parti en voie d'intégration dans la démocratie « bourgeoise et parlementaire » belge, et celle qui a fait du PCB un vainqueur moral du conflit, totalement investi dans la Résistance, mais au final un acteur politique très vite relégué dans l'ombre des piliers, y compris par ses propres erreurs stratégiques. Le cœur de l'ouvrage est bien là ; comment un parti groupuscu-

¹ Voir ce sujet l'article de Marc Denonville, page 14

laire et régulièrement sectaire, a progressivement mêlé le noir, le jaune et le rouge au seul rouge de l'Internationale communiste et de la révolution mondiale. Comment un parti qui se considérait comme l'alternative radicale et égalitaire à la démocratie bourgeoise, en est venu à vouloir se fondre dans celle-ci. Comment un parti marginal, dont le danger était surtout fantasmé, est devenu un acteur « historique ».

Un rapide survol chronologique permet de mieux saisir l'évolution. Si le PCB se crée en 1921, il demeure, contrairement à son cousin français, un groupuscule dont le danger révolutionnaire, ou subversif, c'est selon, est bien plus fantasmé que réel. La férule du Komintern est fort présente, y imposant direction et mots d'ordre sectaires. Mais le PCB de la fin des années 30 commence à sortir de son isolement, fort de son engagement antifasciste et du tournant du Front populaire. Cependant, comme l'indique bien José Gotovitch, les ralliements demeurent marginaux. Le noyau dur demeure celui d'une structure marquée par l'opposition et la clandestinité. C'est d'ailleurs cette structure ramassée qui lui permettra de passer le choc du Pacte de non-agression germano-soviétique. Il agira comme un « bon soldat de l'Internationale », reprenant alors les mots d'ordre rejetant dos à dos le régime nazi et le capitalisme après avoir centré ses critiques exclusivement sur le premier. Mais la réalité de l'occupation viendra apporter ses nuances et ses improvisations.

L'auteur décrit bien alors, dans les premiers moments du conflit et de l'occupation, comment un « bricolage idéologique » va s'opérer, superposant différentes grilles de lecture. Profitant de la latence du pouvoir et surtout de la décomposition du POB, le parti communiste va alors se lancer dans une conquête des forces ouvrières, voire des militants socialistes, étant alors la seule structure véritablement « organisée et agissante ». Les mots d'ordre sont alors à l'union et au front de tous contre l'occupant et se traduisent notamment par des grèves. Il faut dire que l'URSS vient alors, en juin 1941, d'être attaquée par l'Allemagne hitlérienne et revient à la pointe du combat contre l'Ordre Nouveau. Les communistes belges sont alors arrêtés par centaines.

Après le Komintern et après la guerre

Alors que le Komintern est dissout, le PCB va s'investir dans des structures et des instruments qui lui permettent d'élargir ses horizons et de compenser les pertes ; le Front de l'Indépendance et les Comités de Lutte syndicale lui permettront de rallier très largement. L'originalité de ces structures est de ne pas se confondre entièrement avec le PC, en se proposant comme des lieux de ralliement où chacun peut garder son identité et ses fidélités propres. C'est bien une forme de réformisme qui se construit où l'influence communiste est prégnante. Les réflexions sur la société belge y vont bon train. Certains commencent à entrevoir, outre le fait de chasser l'Occupant, la possibilité de construire cette société nouvelle, sans classes et égalitaire.

Mais l'après-guerre se prépare aussi à Londres avec le Gouvernement en exil et sous l'égide des Forces alliées. La séquence de la Libération est particulièrement intéressante puisqu'elle sera la matrice de l'échec, et peut-être plus fondamentalement de l'aporie de la stratégie communiste. Misant autant sur sa victoire morale et sur les forces de la Résistance, le PCB va assez naïvement jouer le jeu de la pacification et de l'unité, abandonnant tous les instruments de sa force dans la Résistance. Ses forces syndicales sont dissoutes dans la FGBT et les forces armées résistantes ne sont pas mobilisées malgré quelques fortes tensions au moment de la Libération, à l'automne 1944. Le rapport de force bascule alors complètement. Le PCB va entrer dans le Gouvernement provisoire à des postes exposés et se faire manœuvrer pour réduire son aura au maximum ; auréolé de la victoire de l'URSS et des sacrifices de la guerre, il est le « parti des fusillés ». Il faut attendre février 1946 pour que les premières élections soient organisées. Le succès communiste est bien moins grand qu'espéré

(ou craint) ; seulement 12,4 % là où près de 25 % étaient imaginés quelques mois auparavant. Ce sera sa dernière victoire puisqu'il s'enfermera bientôt dans un nouveau sectarisme, celui de la Guerre froide. Il ne parviendra plus à sortir de la « forteresse assiégée » dans laquelle il s'est enfermé, autant qu'il y a été assigné.

Au final, il reste de cette lecture que cette période fut littéralement extraordinaire. Le champ des possibles y a semblé plus important qu'à aucun autre moment de ce « court vingtième siècle ». Mais cependant le chemin pour réussir à marier le rouge

révolutionnaire au tricolore de la société belge demeura fort tortueux. D'abord parce qu'il ne se réalisait pas à partir d'une page blanche ; la société belge, restait fortement polarisée et marquée par la social-démocratie et l'art du compromis. La Libération ne fut qu'une parenthèse vite refermée. Ensuite parce qu'il ne réussit pas à définir sa voie belge au socialisme. D'autres tentatives furent menées, entre modèle révolutionnaire et social-démocratie. En vain. Le PCB a disparu sans avoir trouvé l'équation si tant est qu'il eut été possible de le faire. La question demeure de la possibilité d'exister au-delà de la social-démocratie en Belgique. Les profondes mutations de la société belge de ces dernières années renvoient à cette question avec un autre éclairage et dans un tout autre contexte.

Le communisme, dans sa matrice soviétique, est désormais un astre mort. Il demeure un formidable et stimulant objet de recherches, y compris en Belgique. Si l'histoire politique n'est plus vraiment à la mode, le genre reste essentiel pour comprendre la société dans laquelle nous vivons. *Du rouge au tricolore* demeure un ouvrage de référence pour cette période riche de promesses autant que d'espairs déçus, mais aussi tragique et héroïque à la fois. ■



Face à la mondialisation, le secteur santé comme lieu de résistance ?

Nicolas Pierre*

Il y a un peu plus d'un siècle, Lénine justifiait sa stratégie révolutionnaire par l'analyse selon laquelle la « chaîne capitaliste » se briserait à son « maillon le plus faible », celui du capitalisme russe. Il sut par la suite, l'histoire en témoigne, faire de son analyse une réalité lorsque les travailleurs russes donnaient naissance en 1917 au premier État socialiste de l'histoire. Ce fut le début d'une longue histoire d'acquis politiques : la victoire sur la folie nazie, la déroute du colonialisme occidental, le triomphe d'une série de mouvements progressistes dans le monde. Mais aussi, par après, de contrecoups ; la chute du système dit du « socialisme réel » (devenu à son tour maillon faible ?), le recul des mouvements progressistes, la montée en puissance d'une mondialisation plus arrogante que jamais.

En effet, depuis plusieurs décennies, le capitalisme s'est épanoui à travers l'idéologie la plus adaptée de son époque, celle du néolibéralisme. Les reliquats de victoires et de conquêtes populaires qui subsistaient dans nos sociétés d'après guerre sont peu à peu balayés au profit d'un modèle où tout se vend, où la collectivité se voit refuser toute construction de solidarité, et où l'individu se retrouve seul face à la violence d'un monde sur lequel il n'a plus aucune prise.

Ainsi, chaque secteur d'activité est l'arène d'un débat sur l'opportunité, ou non, de privatiser, libéraliser ou encore « optimiser ». Le fonctionnement et les objectifs de ce qui était alors un service public se voient transformés en boîte privée et ce qui était une solidarité, en une

concurrence poussant l'individualisme à son paroxysme. La poste, les routes, les chemins de fer... les enjeux politiques nationaux, se trouvent résumés en un affrontement entre les promoteurs des privatisations et ceux qui résistent.

La santé, autant en ce qui concerne la recherche, l'organisation des soins ou la formation de professionnels, ne fait pas exception. Pas à pas, il est tenté d'en déconstruire l'aspect commun pour y substituer une somme d'arrangements privés, faisant des soins un marché comme un autre. Alain Badiou, philosophe français, préconisait de prendre le mot d'ordre de refus des privatisations comme axe pour opérer *réellement* la convergence des luttes.

La particularité du secteur santé

Cependant, les avis à ce sujet sont loin d'être unanimes. Sur certains domaines l'opinion des acteurs sociaux sont très partagés. Qu'il s'agisse de la production industrielle, des communications ou du transport aérien, beaucoup de personnes, y compris précarisées, considèrent le libre marché et la concurrence comme de bons moyens pour les gérer. Pour d'autres secteurs, le néolibéralisme devra encore batailler. Si on en exclut les fonctions régaliennes, le secteur de la santé semble, aujourd'hui, le mieux armé pour résister au raz-de-marée de l'extension du marché.

Si sa gestion, y compris en mains publiques, peut parfois laisser à désirer, la plupart de nos concitoyens souhaitent qu'un système (étatisé ou non) fonctionnant collectivement avec intervention de ses divers acteurs, organise des soins de santé accessibles à tous, sans la moindre discrimination de type social ou économique. Le contre-exemple des États-Unis ne fait que renforcer cette approche rationnelle et solidaire. La question paraît moins tranchée pour les autres secteurs, où la gestion publique est moins efficiente et où le marché a réussi à se faire passer pour une solution, même partielle, comme on le voit dans

l'enseignement supérieur avec la multiplication des Chaires et des Hautes Écoles privées.

Le secteur de la santé lui, concerne tout le monde, tous statuts sociaux confondus, souvent avec une acuité émotionnelle et humaine très forte. Ses travailleurs y sont nombreux et, malgré une importante division syndicale et des manquements internes, restent une faction organisée majeure en Belgique. Même les corps sociaux habituellement peu enclins à prendre des postures contestataires, les médecins et les étudiants en médecine, se voient influencés par le cours des événements et les idées progressistes y trouvent un écho considérable, fondant nombre de mobilisations étudiantes ou de création d'organisations syndicales, au point de menacer l'hégémonie des structures traditionnelles.

Le rouleau compresseur de l'amplification du marché et de son idéologie a pu se gargariser de bien des victoires chez nous. Si un mot d'ordre défensif ne peut suffire à modifier la conscience politique, on peut imaginer un renversement du rapport de force si, dans une première étape, on arrive à mettre à l'arrêt des projets néolibéraux. La santé et les soins qui y sont liés ont actuellement les meilleures cartes en mains pour constituer le bastion le plus solide des conquêtes sociales. Opérer la transition allant des aspirations de l'opinion publique, vers un réel mouvement actif de combat social, est évidemment l'étape la plus âpre mais la plus indispensable, que doivent accomplir les forces sociales, syndicales et politiques qui veulent prétendre à inverser le cours des choses.

Si la rupture du maillon le plus faible du capitalisme européen a marqué en 1917 l'ouverture d'une période de grandes menaces pour ce dernier, la santé peut constituer le maillon le plus fort d'une autre chaîne, celle de la solidarité et du collectif, et être un des solides remparts pour résister au néolibéralisme, et permettre d'envisager, enfin, une voie alternative au système actuel. ■

* Jeune médecin

« En guerre »

Marc Pierret

« En guerre », film de Stéphane Brizé, soutenu par la musique de Bertrand Blessing, plonge le spectateur immédiatement au cœur du conflit qui oppose les salariés de Perrin Industrie à ses patrons. Le sujet est traité par des plans-séquences souvent heurtés et prend un aspect de documentaire. Réel et fiction cohabitent. Le grondement intérieur des manifs muettes est rythmé au son des percussions, cuivres et guitares. Ce chaos traduit la colère et la détermination des salariés à bout de nerfs. Cadré sans artifice, caméra à l'épaule, ce cinéma social mise tout sur l'humain, sans fioritures. Le décor dépouillé contribue à montrer des scènes épurées et efficaces. Pourquoi une entreprise florissante comme Perrin Industrie décide-t-elle de fermer le site d'Agent et de se débarrasser des 1100 travailleurs qui ont pourtant participé à son enrichissement? « En guerre » met en évidence, des points de vue irréconciliables.

Malgré les 18 millions de bénéfice engrangés l'année précédente, sous prétexte d'un manque de compétitivité et d'une rentabilité insuffisante, on délocalise la production vers des lieux où la main d'œuvre coûte moins cher. La direction accuse la mondialisation d'être à l'origine des résultats inférieurs aux attentes. Il s'agit, pour dire vrai, de rencontrer le souhait des actionnaires de vouloir encore gonfler leur marge bénéficiaire. Comment agir? Un conseiller de l'Élysée appelé à la rescousse rappelle que la liberté d'entreprendre est inscrite dans la Constitution, une entreprise a donc le droit de commencer une activité industrielle et d'y mettre fin selon son bon vouloir et même, de refuser tout repreneur potentiel en prétextant n'importe quelle

excuse. Cette manière de penser exclusivement en termes de profit oppose les chiffres au drame humain qu'elle provoque. La dimension humaine cède devant la dimension économique: un système cohérent du point de vue boursier mais inacceptable pour les salariés laissés sur le carreau.

Laurent, le leader syndical s'insurge: « Vous allez faire quoi de ces gens? On fait quoi de ces laissés pour compte? On ne fait pas n'importe quoi avec les gens sans défense! Vous avez donné votre parole et vous ne la tenez pas. Vous les avez trahis! » En effet, deux ans auparavant, les ouvriers avaient conclu un accord engageant l'entreprise au maintien de l'emploi pour cinq ans au moins en échange d'une modération salariale et d'un renoncement aux primes.

La société Perrin Industrie est née de l'imagination de Stéphane Brizé et de son scénariste, Olivier Gorce mais il suffirait de remplacer ce nom par Goodyear, Continental, Whirlpool, Sanofi... Laurent Amédéo, jouée par Vincent Lindon est inspirée d'Édouard Martin qui avait pris la tête en 2009, de la lutte contre la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. Vincent Lindon est le seul acteur professionnel parmi des amateurs qui interprètent ce qu'ils sont dans la vie réelle.

Pour se faire entendre, les ouvriers tentent de joindre la direction nationale de l'entreprise. Ils sollicitent l'appui du président de la République et de son conseiller économique. S'ils reçoivent un soutien moral du politique, rien de concret n'est proposé. C'est finalement un sentiment d'impuissance qui prévaut devant le traitement médiatique donné au sujet: les chaînes de télévision mettent en avant la violence des travailleurs en colère. Stéphane Brizé fait ici référence à l'épisode de la chemise arrachée du DRH d'Air-France, un fait largement diffusé par les médias puis sanctionné par la justice. L'agression du PDG allemand par des ouvriers à l'issue de

leur rencontre avait mis fin au dialogue social et au soutien de l'Élysée. Que s'était-il passé dans les mois précédents pour que ces gens en arrivent à cet état de colère?

Les chaînes de télévision présentent les faits en choisissant leur camp. Les faits de grève sont réduits à une entrave au travail. Pour justifier l'intervention violente des CRS, les ouvriers grévistes sont présentés comme des provocateurs et des casseurs. Les actionnaires et les patrons, parfaitement unis,

sont déclarés dans leur bon droit par la justice. Une fois les recours épuisés, les travailleurs, en revanche sont réduits, à entreprendre des actions désespérées, qui peuvent se retourner contre eux. Ce n'est ni plus ni moins la lutte des classes qui est en œuvre. Dans le film comme dans la réalité, une partie du personnel, de plus en plus importante, se tourne vers un syndicat réformiste qui accepte la fermeture du site, mais s'attache à négocier une majoration des indemnités de licenciement.

Le mouvement se divise entre partisans d'une lutte jusqu'au bout pour maintenir l'emploi et faire annuler le projet de fermeture et ceux qui, découragés, exténués par des mois de lutte se rangent à l'idée de négocier avec le patronat. Malgré son obstination, Laurent Amédéo ne peut avoir gain de cause, la fermeture de l'usine est inéluctable. Rejeté par le clan des réformistes, il se rend en Allemagne pour s'immoler de manière spectaculaire sous les fenêtres du siège de l'entreprise.

Une fiction qui rencontrera sans doute un large public mais qui pourrait nous donner envie de revoir des documentaires tels que *La saga des Conti* de Jérôme Palteau, *Comme des lions* de Françoise Davisse, *1336, des hauts débats mais debout* de Claude Hirsch et d'autres qui, rendant hommage à la lutte de travailleurs, donnent le courage de ne pas baisser les bras. ■



Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • **Aurora,** 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • **Joli Mai,** 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • **Librairie de Rome,** 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • **Librairie Joao Afonso,** 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles. **Charleroi :** Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Thierry Deronne

Que le peuple soit l'acteur principal du combat médiatique • pp. 2-5

DISPARITIONS

Samir et Domenico : irréparables absences

Vladimir Caller • pp. 5

SOCIAL

La guerre continue

Martin Willems • pp. 6-7

ACTUALITÉ SOCIALE

Réforme des barèmes : place au mérite !

Bernard Lefevre • pp. 8-9

AFRIQUE

Dans le tourbillon du Congo des années 50

Eddy Poncelet • pp. 10-11

INTERNATIONAL

Espoir au Mexique ; horreur en Colombie

Paul-Émile Dupret • p. 12

SOCIAL

Le droit de grève menacé !

Guy Stroobants • p. 13 & 15

ACTUALITÉ

Le pénible cauchemar du député Culot

Marc Denonville • p. 14

CULTURE

Aucune pression ne fera taire le peuple

Mari-France Deprez • p. 15

LECTURE

Du Rouge au tricolore de José Gotovitch

Nicolas Naif • p. 16-17

SANTÉ

Le secteur santé comme lieu de résistance ?

Nicolas Pierre • p. 18

CULTURE

« En guerre » de Stéphane Brizé

Marc Pierret • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 537 66 81

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.